

Prise de parole des retraités à la manifestation du 9 octobre 2018 à Quimper

En visite à Colombey-les-deux-Eglises la semaine dernière Macron demandait aux retraités d'arrêter de se plaindre.

Sans doute voulait-il les dissuader d'exprimer leur mal être. Le nombre de retraités présents ici ce matin, comme dans de nombreuses autres villes de France, montre qu'il n'est pas entendu.

« On ne se rend pas compte de la chance que l'on a, on vit de plus en plus vieux dans notre pays et en bonne santé », rajoutait-il.

Mais il a oublié de dire que nous vivons de plus en plus mal à cause de la politique qu'il mène depuis un an.

Le gouvernement a décidé que les retraites ne seront revalorisées que de **0,3 %** en 2019 et 2020 alors que les prix ont déjà augmenté de **2,3 %** de juillet 2017 à juillet 2018.

Il décide aussi unilatéralement de ne plus s'appuyer sur l'inflation mais sur les prévisions de croissance. Ce sont les prémices d'un changement de système en un régime par points.

A ce jour le pouvoir d'achat des retraités soumis à la CSG a donc été amputé de 4% depuis l'élection de Macron.

Concrètement, pour une retraite brute de 1500 euros, le manque à gagner est de 60 euros par mois. Et cela après des années de revalorisation dérisoire des retraites !

Les salariés comme les retraités subissent une réduction de leurs droits et rémunérations. Tenter d'opposer les salariés aux retraités, les chômeurs à ceux qui ont un emploi, les plus jeunes aux plus anciens, le public au privé, les précaires de plus en plus nombreux aux CDI ne peut masquer que les bénéficiaires du CAC 40 battent des records, que l'ISF est supprimé...

Une petite minorité est de plus en plus riche aux dépens des retraités, des salariés, comme du reste de la population. Ce gouvernement a même le cynisme d'annoncer un « plan pauvreté » alors que sa politique conduit à accroître fortement leur nombre : une partie des personnes âgées est en voie de paupérisation.

Actifs, retraités, nous avons les mêmes intérêts !

Ce qui est en jeu c'est le droit de vivre dignement de sa retraite.

Depuis des années le pouvoir d'achat des retraités diminue :

- désindexation des pensions sur les salaires,
- baisse de l'APL,
- taxation via la CSG, la CASA, la CRDS,
- suppression de la demi-part fiscale pour les veuves,
- imposition des 10% de majoration de pension pour avoir élevé 3 enfants.

Sans compter le coût des mutuelles, des hébergements en EHPAD, le recul des services publics : hôpitaux, transports, énergie...

Mais nous sommes aussi inquiets pour l'avenir :

Aujourd'hui, après toutes les réformes ayant déjà réduit les droits à la retraite, le gouvernement entend instaurer un **système universel de retraites par points**. **Mais qui décidera de la valeur du point lors de son achat durant l'activité et au moment du calcul de la retraite ?**

C'est le gouvernement, en fonction de la situation économique et du déficit budgétaire. Autrement dit le prix du point acheté en travaillant ne donne aucune garantie sur sa valeur au moment de la retraite !

Le régime universel, c'est la disparition de tous les régimes de retraite existants et l'alignement des droits vers le bas.

Cette réforme menace tous les mécanismes de solidarité.

Les majorations de trimestres pour avoir élevé un enfant par exemple.

Elle menace aussi les pensions de réversion.

C'est la remise en cause des futures pensions de réversion et la réduction de celles attribuées actuellement qui est envisagé sous couvert d'harmonisation.

Les retraités entendent défendre ces conquêtes à commencer par la sécurité sociale bâtie sur des cotisations et non sur l'impôt.

C'est pour défendre ces droits que nous manifestons aujourd'hui **9 octobre** au côté des salariés, fonctionnaires, chômeurs, jeunes, dans l'unité à l'appel de la CGT, de FO, de Solidaires, de LSR, de la FSU, de la FGRFP pour exiger le maintien de tous les régimes de retraite avec leurs droits actuels.

Non à la retraite en points !

Revalorisation des retraites et indexation sur les salaires !

Annulation de l'augmentation de 1,7 points de la CSG !

Rétablissement de la demi-part pour les veuves et retour à l'exonération de la majoration familiale !

Pour la défense et le développement des services publics !

Pour la défense de notre Sécurité sociale !

Pour de véritables moyens humains et financiers pour les EHPAD !

Tout ceci est possible par un autre partage des richesses et la fin de leur accaparement par une minorité.

Dès à présent au nom des organisations et associations je vous donne rendez vous le 18 Octobre, jour où débutera à l'Assemblée Nationale le vote sur le PLFSS (Projet de loi sur la Financement de la Sécurité Sociale).

A l'instant sur le département du Finistère on se dirigerait vers des manifestations devant les permanences des députés. Comme le 15 Mars où nous étions plus de 7000 retraités à revendiquer le droit de vivre dignement.